

CIBLE

Evolution

Selon le Premier ministre, les socialistes doivent résoudre les « problèmes doctrinaux » que leur pose le « capitalisme tempéré » auquel aboutit « l'évolution de l'histoire ». Passons sur la menue contradiction entre la perspective d'une solution doctrinale socialiste et le constat d'un triomphe du capitalisme pour souligner la naïveté du schéma historique.

Au détour d'une phrase, Michel Rocard inverse un sens de l'histoire qui semblait, voici quelques années, conduire l'humanité vers les matins radieux du socialisme - puis aux lendemains chantants du communisme. On sait que l'histoire, et plus précisément les peuples qui la font, a pris une autre direction. Mais rien ne permet de dire qu'elle représente ou représentera la figure inversée de la vieille espérance révolutionnaire. Le capitalisme ne se porte pas si bien qu'on le dit, et son caractère faussement tempéré peut provoquer des révoltes. Le désir de liberté et l'exigence de justice peuvent encore, pourront toujours, changer le cours arbitrairement assigné à l'histoire.

EIN VOLK

Faut-il avoir peur de l'Allemagne ?



Jouvence

**Aggiornamento
socialiste ?**

(p. 12)

Enseignement

**La mort
des instits**

(p. 2)

M 2242 - 543 - 14,00 F



Vague à l'âme

La mort des «instits»

Dès la rentrée, les directeurs d'école ont été convoqués par les inspecteurs de l'Education nationale pour se voir imposer le même calendrier. Les dates des diverses réunions ou conseils d'écoles étant arrêtées pour le premier trimestre. Les évaluations CE2 et 6ème auront lieu le même jour pour toute la France. Quant aux projets d'école, ils seront obligatoires et soumis, bien entendu, à l'appréciation des autorités académiques. L'organisation technique de la nouvelle orientation exige, paraît-il, une telle rigueur. Nous sommes bien loin de la volonté ministérielle de donner plus de liberté et d'autonomie aux établissements... Pourtant, autour des cycles et rythmes scolaires, le plus grand flou existe; un inspecteur d'Académie ne put que déclarer : « Beaucoup de choses changeront, beaucoup de choses ne changeront pas ».

Pendant des décennies, on crut remédier à l'échec scolaire en recherchant de nouvelles méthodes psychopédagogiques. On imposa donc aux enseignants la pédagogie de l'éveil, celle des méthodes actives, les mathématiques modernes, la grammaire nouvelle, « le poisson rouge dans le Perrier » ! Ce fut

L'an I de la réforme de l'école primaire, souhaitée par Lionel Jospin, débute dans quelques départements « pilotes ». Cette nouvelle orientation semble être accueillie avec scepticisme par les instituteurs, pardon... les professeurs d'école, plus par lassitude que par esprit de contradiction.

la remise en question perpétuelle, la révolution pédagogique permanente. La pédagogie semblait l'héritage du scientisme arrogant du XIXème; elle devenait une science exacte et ses chercheurs manifestaient autant d'intolérance que d'inefficacité.

Devant la persistance de l'échec scolaire, on abandonna récemment ces certitudes pour n'accorder qu'une moindre importance aux méthodes. Idéologie du moment oblige, l'enfant est redécouvert dans son individualité : il est évalué, orienté, recyclé, fiché, mais... à son rythme, sous la tutelle d'une équipe enseignants - parents - partenaires socioéducatifs. La succession des incitations ministérielles pour « ouvrir l'école », ATS, CATE, ARES, contrats bleus et de ville, PAE, ZEP... n'a pas vraiment permis aux enseignants d'établir ou de maîtriser leurs projets éducatifs.

La IIIème République sut clairement et rapidement (non

sans autoritarisme ni intolérance il est vrai) définir ses objectifs : les hussards noirs firent accéder au niveau du *certif*, avec une pédagogie rudimentaire, les enfants des conditions les plus modestes.

Le « maître d'école » acquit ses lettres de noblesse.

Après une vingtaine d'années de réformes éphémères, devant des tracasseries administratives continuelles et des effectifs scolaires encore trop lourds, l'institut de 1990, lui, a plus de vague à l'âme... Les anciens attendent patiemment la retraite, les plus jeunes essaient de « bifurquer » ou n'hésitent plus à dire qu'ils préféreraient enseigner dans le privé laïque...

propos inconcevables il y a une quinzaine d'années !

Si les futurs projets éducatifs ne sont pas envisagés avec davantage de clarté et de modestie, si les enseignants ne retrouvent pas confiance et autonomie grâce à une plus grande discrétion de l'appareil administratif, les politiques éducatives successives resteront l'échec de la Vème République.

Christian JEANDEL



royaliste

SOMMAIRE: p. 2 : La mort des instits - p. 3 : Un plan frileux - Interdire ou pas ? - p.4 : Japon - Pour que le peuple russe renaisse - p. 5 : Guerre onusienne - 6-7 : Les bottes de sept lieues de l'unité allemande - p.8 : L'ombre de la forteresse - Villes - p.9 : François Perroux - p. 10 : Tranches de vie - Artaud, retour aux sources - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : L'aggiornamento des socialistes

REDACTION-ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57
Dir. dela publication: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (90 F), 6 mois (165 F), un an (240 F), de soutien (400F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Emploi

Un plan frileux

Le plan Emploi présenté au conseil des ministres du 19 septembre se donne-t-il les moyens de ses ambitions ?

Le fait que Michel Rocard en soit à son troisième plan Emploi en trois années atteste qu'il considère la situation de l'emploi comme une priorité. Les deux plans précédents ayant permis, sinon de diminuer de façon significative le chômage, du moins de le stabiliser, les mêmes mesures sont améliorées et reconduites.

Les plans Emploi de Michel Rocard, comme ceux de Barre, Fabius et Chirac avant lui, tournent autour de trois constatations. La rémunération du travail - surtout du travail non qualifié - entraîne pour l'entreprise une dépense qui, dans la logique libérale, est supérieure à ce que les lois du marché peuvent admettre, à cause du SMIC, des charges sociales... Pour inciter les entreprises à embaucher, l'Etat assume, depuis plusieurs années, une partie des charges qui devrait incomber à l'entreprise.

Deuxième constatation complémentaire: les petites et moyennes entreprises et industries (PME et PMI) embauchent davantage que les grandes entreprises, mais ne dispensent pas, généralement, de formation à leurs employés. Or, la qualification des demandeurs d'emploi ne correspond pas aux exigences de ces PME-PMI. D'où la nécessité, pour l'Etat,

d'adopter des mesures tendant à favoriser la formation professionnelle pour tenter de réduire la pénurie de main d'œuvre qualifiée.

Enfin, les fonds propres des PME et des PMI sont insuffisants pour leur permettre d'investir et d'accroître leur effort de recherche. L'argent frais bon marché devient une obligation pour ce type d'entreprises ou d'industrie. Plusieurs milliards seront donc débloqués sur les Codevi en faveur des PME-PMI. La volonté de réduire les délais de paiement administratif (passer à 45 jours) va dans le même sens (mais l'expérience prouve que les précédentes tentatives - passer à 60 jours - ne sont pas passées dans les faits...).

La remarque essentielle que l'on peut faire concernant ce plan Emploi est l'absence frappante de mesures qui auraient pour objectif non plus de stabiliser le taux de chômage mais de créer à grande échelle des emplois. Cela confirme que le gouvernement n'a toujours pas de politique économique.

On peut toutefois lui reconnaître une cohérence par rapport à l'esprit du projet de loi de Finances qui est examiné, en ce moment, par le Parlement. En effet, le gouvernement fait porter l'essentiel de ses efforts sur l'aide aux entreprises. Dès lors, la critique que nous formulons à l'égard du budget (1) reste valable. Pourquoi tenter de stimuler l'offre de produits si, dans le même temps, rien n'est fait pour augmenter la demande et, ainsi, donner aux entreprises des raisons d'embaucher et d'investir ?

Patrice LE ROUE

(1) Cf. « Royaliste » N°542.

Le Pen

Interdire ou pas ?

Faut-il faire pression sur les municipalités pour qu'elles refusent salles et terrains au Front National ? Et de quel droit ?

Non au Front National à Bagatelle ! Tel était l'objet de la pétition qui circulait avant la fête de la dite organisation. Rappelant que de nombreuses municipalités avaient déjà refusé de prêter une salle au parti de M. Le Pen, les signataires soulignaient que c'était là « leur droit mais aussi leur devoir » en raison du racisme et de l'antisémitisme du Front national et de l'attitude de son chef quant aux otages de Saddam Hussein.



■ La liberté de réunion doit être reconnue et garantie même pour le Front National...

Ainsi rédigée, la pétition fait référence à un droit (celui de ne pas accorder une salle, qui entre effectivement dans les pouvoirs du maire) qui s'aggrave d'un devoir d'interdiction fondé sur l'expression d'opinions délictueuses ou scandaleuses. Cette accumulation de prescriptions juridiques, politiques et morales, assorties d'une condamnation de ceux qui ne s'y

conformeraient pas (ils se rendraient coupables d'un « acte de complaisance aux motivations équivoques ») ne peut cependant emporter l'adhésion. En effet, le droit invoqué ne concerne qu'une possibilité reconnue aux maires, qui s'inscrit dans les principes qui concernent les libertés publiques. Le droit de réunion figure parmi celles-ci (article 1er de la loi du 30 juin 1881) et les autorités doivent le garantir (au besoin en requérant les forces de police) à moins que l'ordre public ne soit sérieusement menacé. Faute de menace précise, la liberté des réunions du Front National doit être reconnue et garantie, comme pour toutes les autres organisations politiques. Si des délits sont commis pendant ces réunions (injures racistes) c'est aux tribunaux qu'il appartient d'en juger.

En toute bonne conscience, les pétitionnaires portent donc atteinte à la liberté de réunion et à la liberté d'opinion (la position lepéniste sur l'Irak présentée arbitrairement comme un délit). En outre, l'interdiction de fait à laquelle ils veulent aboutir contredit le principe de la liberté d'association qui doit être reconnue au Front National s'il ne sort pas du cadre de la légalité. Tant qu'un décret de dissolution pris en Conseil des ministres n'a pas sanctionné une attitude illégale, tant que le Conseil d'Etat ne l'a pas apprécié, les principes démocratiques doivent être respectés - tout particulièrement par ceux qui s'en réclament. Le combat contre le Front national est politique. Il ne doit pas être entaché d'attitudes arbitraires.

Sylvie FERNOY

Cité

Numéro spécial
d'hommage à
Maurice Clavel

Prix du numéro : 35 F
Commandes au journal.

Auto

Soljénitsyne

Japon

Le 19 septembre Mme Cresson a dénoncé une nouvelle (1) manœuvre ultra-libérale de Bruxelles contre l'industrie automobile européenne : « la Commission européenne, sans mandat des ministres des douze a offert à des interlocuteurs japonais une part inespérée du marché automobile européen : autour de 19% ».

La France et l'Italie s'opposent à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne. Sur le sol britannique sont fabriqués, sous une marque prestigieuse (Rover), des modèles conçus au Japon; et des chaînes de montage (sous réserve qu'une part des composants soit produite sur place) sortent des véhicules japonais avec label européen. En Allemagne c'est Daimler Benz (Mercedes) qui négocie un important accord avec Mitsubishi. Pourtant, même BMW a récemment rejoint dans la lutte anti-nippone non seulement Peugeot, Renault, Fiat et Volkswagen, mais jusqu'aux filiales européennes de Ford et de General Motors qui savent que « la débâcle sur le marché américain de leur maison mère est due à la naïveté libérale » (2).

Les constructeurs européens demandent que les Japonais ouvrent réciproquement leur frontière aux véhicules du vieux continent. France et Italie ont demandé à leurs industriels de fournir un plan de rattrapage de compétitivité. C'est de cela qu'il s'agit, ainsi que de favoriser des rapprochements comme celui de Renault et Volvo (3) et non, comme l'a rappelé Mme Cresson, de défendre indéfiniment des entrepreneurs « endormis ». Voilà du « protectionnisme » bien compris, même s'il n'ose pas dire son nom.

Alain SOLARI

(1) Royaliste N°539, « Renault à l'amende ».

(2) « Le Monde », 21 septembre 1990.

(3) « Royaliste » N°533, « Volvaut ».

Pour que renaisse le peuple russe

Après six ans de silence, dédiés à l'achèvement de son *opus magnum*, « La roue rouge », Soljénitsyne choisit d'intervenir dans le débat ouvert en URSS sur les avenir possibles de la Russie.

Aucune ambiguïté : *Comment réaménager notre Russie ?* s'adresse aux compatriotes de l'exilé et n'a pas de comptes à rendre aux préjugés de la conscience politique « occidentale ». Bousculant les faux-semblants de la *perestroïka* comme « minables remaniements » du système par lui-même, il propose une stratégie de reconversion des institutions dans une *Union russe* instruite par ses épreuves. De ce texte foisonnant (1), retenons trois idées-forces.

Principe de réalité. L'état des lieux est dressé sans hargne ni complaisance, la pathologie décrite sans éluder ce qui l'a engendrée : l'ivresse totalitaire qui, justement, s'effondre d'avoir martyrisé la réalité. Il n'est pas question de lui substituer la *table rase* des genèses utopiques en répudiant l'ensemble des institutions soviétiques : Soljénitsyne y fait un tri positif et, de même que, dans sa *Lettre aux dirigeants*, il rappelait les hommes au pouvoir à leurs responsabilités (n'a-t-il pas été mystérieusement entendu ?), de même, il s'adresse ici au peuple et l'invite à œuvrer selon ses forces.

Qu'il ait recours pour cela aux penseurs russes et aux précédentes expériences de son pays ne marque aucun chauvinisme mais une exigence de méthode : la menace est grande de voir hâtivement transposées des doctrines politiques décadentes ou inassimilables, sans lien organique avec la tradition réassumée. On peut prendre exemple aux Etats-Unis, en Suisse, et plus encore dans la cité grecque où furent posées les

bases théoriques de la démocratie, mais il s'agit en Russie d'une rééducation difficile qui ne saurait se faire globalement ou par « proclamation à son de trompe », et demande le « pas à pas » d'une réanimation attentive. Lui-même ne songe ici qu'à « préparer le terrain pour la discussion ».

Autolimitation. Ce second principe s'applique d'abord à la définition territoriale de la Russie, enfin librement ramenée à son emprise traditionnelle. Voilà qui tranche absolument avec les ambitions des Grands-Russes ou panslavistes qu'il démasque comme avatars de Staline manipulant les instincts xénophobes et antisémites au service du pire nationalisme.

L'autolimitation concerne aussi l'idéologie : elle interdit d'en prendre aucune pour idole, fût-ce la plus désirable. S'il souhaite la démocratie, ce n'est pas comme un absolu qu'il suffirait de proclamer pour qu'il advienne. C'est plutôt à ses yeux un « état critique » dont les carences observées chez nous - ploutocratie, défaut de représentation des minorités, indifférentisme moral et esthétique - révèlent l'ambiguïté latente. Soljénitsyne privilégie donc pour son instauration en Russie les « petits espaces » des collectivités locales et territoriales où elle lui semble contenir ses propres correctifs et où l'auto-gestion résulte d'assemblées du peuple et non de leur fiction représentative.

Plus profondément, l'autolimitation fait corps avec les droits du citoyen lui-même : qu'il ne les revendique pas comme absolus, afin que le mode dictatorial de la ci-

toyenneté n'engendre pas l'absolutisme du pouvoir. Quant à la fonction présidentielle récemment restaurée, l'auteur souhaite qu'elle reçoive l'onction du suffrage universel et, quoiqu'il garde une prudente discrétion à ce sujet, on ne peut exclure qu'il y voie une pierre d'attente de la restauration du principe royal.

Le caractère absolu du Bien et du Mal. C'est le dernier principe qu'érige Soljénitsyne. Son effacement sous couvert de « pluralisme » par la « pseudo-élite intellectuelle engendrée par l'actuelle compétition publicitaire » ne vaudrait pas mieux que son précédent asservissement aux appareils. Cette monition est le sommet critique qui sert déjà à magnifier ou à disqualifier l'intervention soljénitsyenne. La confondre avec une « réaction vers l'ordre moral », c'est oublier d'où parle Alexandre Isaïevitch. Il a puisé sa lecture de l'Histoire aux sources de son baptême. C'est dans ce « verbe prophétique » qu'il a reçu la grâce de révéler au monde l'ampleur du Mal accompli.

Que, de cette même voix qui délivra de l'imposture, il prêche à présent les voies de l'espérance, donne à ses compatriotes du grain à moudre : ils ne pourront aller inavertis vers une résurrection simulée ou médiocre. Le lecteur occidental y lira pour sa part l'annonce des révisions auxquelles devra se soumettre l'idée démocratique pour assumer pleinement l'héritage des nations.

Jacques BLANGY

Extraits publiés par *Le Monde* et *Libération* du 19 septembre.Minitel 36 15
AGIR*NAR

Guerre onusienne

Il y a juste deux ans, on saluait déjà la résurrection de l'ONU à la faveur du nouvel équilibre est-ouest. Le secrétaire général réussissait pratiquement à mettre un terme aux conflits régionaux, de l'Irak-Iran à l'Afghanistan en passant par la Namibie, le Sahara occidental sinon le Cambodge : *Pax Onusia* (Royaliste N°500). La mise en avant de l'ONU à laquelle on assiste aujourd'hui obéit à une philosophie tout aussi respectable mais entièrement différente.

A la médiation qui permettait de définir les termes d'un règlement acceptable par les parties en présence succède la coercition au nom des normes supra-étatiques et universelles. La première s'appuie au besoin sur une force d'interposition, la seconde postule une force d'intervention. L'une sépare les combattants, l'autre va éventuellement à la bataille pour rétablir un ordre international bafoué et restaurer la situation de droit *ante*.

Si l'on cherche ainsi à faire de l'ONU le bras armé du droit international, qu'elle aurait préalablement traduit en loi susceptible d'être connue et mise en œuvre (ce qui n'est déjà pas évident), c'est visiblement - comme à l'origine en 1945 - pour éviter de faire en sorte que le gendarme du monde, le garant de la loi et de l'ordre, ne soit le seul qui existe en réalité : les Etats-Unis. La Communauté internationale paraît unanime sur ce point, y compris les Américains eux-mêmes que la couverture arrange. Car peut-on imaginer qu'il y ait en l'occurrence autre chose qu'une couverture, ou un habillage juridique ?

Les succès de médiation de Perez de Cuellar arrangeaient les deux supergrands au temps où ils étaient deux. Les résolu-

Jamais le Conseil de Sécurité des Nations Unies n'aura joué un tel rôle, au point que l'on voudrait dater de la crise irakienne le début d'un « monde nouveau » : celui de l'Etat international de Droit, dont l'Assemblée générale de l'ONU marquerait l'apogée. Mais qu'y a-t-il au-delà de la rhétorique ?



■ Les forces de l'O.N.U. peuvent-elles se substituer aux Etats-Unis pour jouer le rôle de gendarme du monde ?

tions coercitives du Conseil de Sécurité arrangent le Supergrand parce que précisément il est le seul. Cette fois l'intérêt de la Communauté internationale et celui des Etats-Unis coïncident même si leurs motivations et leurs objectifs sont distincts. Qu'en sera-t-il lorsqu'ils divergeront autrement que sous la forme transitoire de quelques variations sur un même thème ?

Bush sait que la décision ultime d'engagement de ses forces lui revient seul. Il peut se permettre consultations, consensus, esprit d'Helsinki, etc., qui ne font que renforcer sa main, son contrôle sur la gestion de la crise. Que d'autres s'en mêlent de façon plus ou moins indé-

pendante, pour lui comme pour l'adversaire, introduit un élément d'incertitude, donc de risque. Les initiatives françaises y compris aux Nations Unies, à partir d'un certain seuil de crédibilité, ont cet effet. Dans ce cas, ou bien les Etats-Unis jouent effectivement le jeu des Nations Unies et acceptent un réel partage du rôle, ou bien ils craignent de perdre l'initiative et interviennent prématurément, mais alors ils manifestent la limite de leur discours sur le monde nouveau.

Ce dilemme est encore plus aigu si l'on considère l'après-crise. Quand le président Bush parle d'un nouveau rôle des Nations Unies, il est clair qu'il se pose la question de l'institutionnalisation de l'action et de

l'intérêt des Etats-Unis dans cette région du monde et sans doute dans d'autres. Qu'il y ait ou non affrontement militaire, il sait et il affirme qu'une structure permanente de sécurité régionale devra perpétuer l'actuelle présence américaine.

On a parlé de nouveau pacte de Bagdad (1), Bush marchant sur les traces de John Foster Dulles (2) qui prétendait couvrir la planète d'un réseau de pactes de sécurité. L'ONU dans sa Charte prévoit d'ailleurs la mise en place d'organisations régionales devant lesquelles devront être épuisées les voies de recours préalables. Dans la perspective américaine ces organisations régionales se doteraient chacune de forces dites d'interposition qui deviendraient bientôt des forces d'intervention, comme on le voit pour la première fois en Afrique dans la guerre du Libéria à l'initiative des Etats-Unis, les premiers intéressés à ce pays, à travers le relais de la puissance régionale anglophone, le Nigéria. Encore ces forces dites internationales n'ont-elles pas droit à l'échec, ce qui suppose qu'elles soient supérieures à chaque force nationale prise séparément, ou, dans le cas de guerre civile, aux forces dites rebelles. Cela suppose également, pour la crédibilité globale, que ce type d'interventions ne se renouvelle pas tous les six mois ni en plusieurs régions à la fois. Est-ce ainsi qu'il convient de se représenter l'Etat international de droit digne du Grand Architecte ? La France ne peut manquer d'apporter sa contribution au débat ou sa pierre à l'édifice. On y reviendra.

Yves LA MARCK

(1) Du nom de celui signé en 1955 entre Turquie, Irak, Iran, Pakistan et Grande-Bretagne.

(2) Secrétaire d'Etat de Eisenhower (1952-1959).

Les bottes de sept de l'unité allemande

Du 1er juillet, date de l'union monétaire, au 1er septembre où les gouvernements, choisissant à Berlin l'ancien palais des princes héritiers, étendent à la future Allemagne la constitution et les normes de droit de la République fédérale, du 3 octobre où la RDA entérine son adhésion à sa république sœur, au 2 décembre enfin où elle se donneront ensemble un Parlement, une chevauchée haletante mène le plus grand Etat d'Europe à sa pleine unité.

L'affaire aura été troussée en six mois par l'homme dont l'Allemand de la rue chantonait volontiers les gaffes et balourdises, ignorant encore avec quelle énergie Helmut Kohl saisisrait l'occasion aux cheveux, forçant non sans rudesse l'accord des partenaires de la Communauté européenne, et persuadant Gorbatchev de céder son droit d'aïnesse contre le plat de lentilles utile à la survie du citoyen soviétique. Quant aux puissances alliées, le temps est bien révolu où elles tranchaient en zone le territoire du Reich vaincu et sa capitale. C'est presque en confidence que leurs représentants vont sanctionner à Moscou le 12 septembre le retour d'une Allemagne unie sur l'avant-scène européenne.

Les raisons de s'en féliciter ne sont pourtant pas négligeables. Cette unification s'opère en temps de paix dans des frontières définies et reconnues, elle consacre la délivrance de 17 millions d'hommes et de femmes de la bureaucratie collectiviste et policière, elle les range sous une constitution dont le caractère démocrate et pluraliste est exemplaire à plus d'un titre : en soi et comme régime de droit, et plus encore par rapport aux Allemagnes dont la variété des lander, des confessions religieuses et des ressources hu-

maines et économiques ont trouvé là un cadre tolérant, convivial et remarquablement propice à leur développement.

Surtout, pour la première fois depuis le traité de Versailles de 1871 qui unifiait l'Allemagne selon Bismarck, cette unité ne se reconstitue ni contre un voisin vaincu, ni sur les décombres de l'humiliation. L'Allemagne de 1990 semble bien libérée de l'obsession des revanches et revendications à l'espace vital (Lebensraum) qui ont coûté si cher à l'Europe. Elle campe au centre du continent, en paragon de la démocratie et de la réussite économique, dont on ne doute pas qu'elle saura l'étendre en peu d'années à ses cinq nouveaux lander orientaux.

Voilà qui n'est pas peu. Mais il serait aussi frivole de méconnaître les bienfaits de l'événement que de s'aveugler sur les problèmes qu'il prépare, à terme, pour l'Allemagne elle-même, et pour la France en Europe.

Comment oublier tout d'abord que la RDA fut pendant 42 ans un Etat socialiste à part entière et qu'elle a fait l'épreuve unique de la continuité sinistre des totalitarismes nazis et staliens ? Or, de même qu'elle ne fut jamais dénazifiée que par substitution de la propagande communiste, de même sa conversion éclair l'installe dans le capitalisme du D.M. sans lui donner le temps d'opérer la « révision déchirante » de son socialisme concentrationnaire. Affirmer, comme l'a fait Lothar de Maizière, son premier ministre, que « *les perspectives d'avenir n'ont jamais été aussi bonnes* (pour la RDA) *depuis la fin de la dernière guerre* » au moment où cette même RDA s'apprête à se dissoudre dans la RFA c'est tout bonnement faire fi de l'expérience historique et la néantiser au profit d'un rêve fusionnel. La mémoire d'un



■ Une photo pour les livres d'histoire : la seconde guerre mondiale ainsi que les deux Allemagne.

peuple existe, l'immense investissement de ses membres, tant dans l'engagement national-socialiste puis collectiviste, que dans la résistance à ces asservissements devra s'exprimer, s'avouer, se consacrer ou s'exorciser comme elle se donne les moyens de le faire chez la plupart de ses voisins de l'Est ; on ne peut la déclarer abrogée et la diluer dans une identité nouvelle, fût-elle aussi puissante et prospère que celle de la nation sœur occidentale, sans craindre les effets pervers de ce mélange refoulant.

Les communiqués de victoire dans la mise à niveau économique et commerciale auront beau étouffer cette crise secrète, à terme, et comme une plaie cachée, elle risque d'infecter la réussite et la reconversion.

Les circonstances propices de la perestroïka en URSS, les attentes désemparées de la population de la RDA, le discrédit constant encouru par le nouveau personnel politique impuissant à réaliser l'immense bond en avant exigé par la confrontation des deux sociétés allemandes, tout a légitimé la hâte du chancelier Kohl. Mais ce fut aux dépens de ceux, « al-

Effective depuis le 3 octobre, l'unification allemande se fait sur des garanties solides : existence d'un traité, garanties quant aux frontières, renonciation aux armes nucléaires, bactériologiques et chimiques. Mais, un empire est en germe, qui soulève déjà nombre de problèmes...

lieues

le



Les ministres des Affaires étrangères des quatre puissances victorieuses de la 2^e Guerre mondiale et les ministres allemands signent le 12 septembre le traité instaurant l'unité de l'Allemagne.

ternatifs» du Nouveau Forum ou socio-démocrates, qui avaient en tête un tout autre schéma : une RDA s'amendant elle-même dans l'autonomie, conquérant sa démocratie et remodelant son économie avec l'aide fraternelle de l'Ouest pour n'envisager que finalement, à l'état adulte, les conditions négociées d'une unification qui eût, par voie de conséquence, forcé à une synthèse avancée des traditions démocratiques allemandes, voire préfiguré la nouvelle donne d'une Europe dégagée des « maladies infantiles » de l'un et de l'autre système.

Sur les ruines de cette utopie, c'est la perspective libérale et bourgeoise qui triomphe. Animée d'un mimétisme presque inconditionnel, la RDA bascule d'un coup dans le moule préparé par Bonn, nie son passé jusque dans ses aspirations éthiques les plus justifiées, et, incapable de s'inventer un personnel politique suffisamment incompromis avec la STASI, emprunte ses politiciens aux partis de la République Fédérale pour les élire au Parlement. On dira qu'il s'agit d'une rééducation totale qui suppose nécessairement

cette mise sous tutelle et cette aliénation. On ne s'empêchera pas pour autant de craindre les conséquences de cette dépersonnalisation consentie.

On en a mesuré l'ampleur lors des pourparlers de la fusion. Les seuls points sur lesquels la réalité est-allemande faisait obstacle à sa substitution pure et simple par les institutions de la RFA sont : la garde des archives de la STASI, les crèches et écoles maternelles et l'avortement. Les premières sont certes le point névralgique de la mémoire, son contenu inévacuable pour l'instant; mais a-t-on pris garde que les deux suivants avaient pour thème l'enfance et son avenir ? Que le socialisme d'Etat et la société libérale sont là présents dans leurs ambiguïtés fondamentales ? D'une part, on offre des commodités socialisantes aux enfants qui naissent, de l'autre, on se contente du laisser-faire libéral. La RFA, reconnue coupable d'être en retrait sur les deux points, n'a pu que s'engager à une tolérance temporaire : soutenir écoles et crèches jusqu'en 91, et accepter la pluralité des règles de l'IVG, et son effet conflictuel entre les

deux territoires qui demeurent sous cet aspect encore distincts. Les Verts ont pu en faire leur cheval de bataille, tout se passe comme si, du profond contentieux des deux sociétés, n'émergeait symboliquement pour l'heure que ce signe : quelle place le corps social ménage-t-il à la mémoire de ses traîtres et à l'accueil de ses enfants ?

Concernant plus généralement l'image de la nation allemande, notons que son reflet, dans le Préambule rénové de sa Constitution, est conforme à sa tradition. La différence avec la nôtre vaut qu'on s'en enquière.

«Conscient de sa responsabilité devant Dieu et les hommes, le peuple allemand, disposant librement de lui-même, a achevé dans la libre auto-détermination l'unité et la liberté de l'Allemagne».

Contrairement à la France, entité personnelle qui, dans sa tradition aussi bien royale que républicaine, accueille ses peuples et les rassemble dans son organicité historique et spirituelle, c'est ici l'ethnocentrisme qui triomphe : ce peuple allemand, considéré au-delà de ses avatars historiques, se constitue en Allemagne unique concrète par la liberté du contrat. Lecture unilatérale de Renan (1), comme le relevait justement Blandine Barret-Kriegel (2), qui fait du peuple comme tel un « horizon unique », situé il est vrai dans sa dimension judéo-chrétienne, dans sa « responsabilité devant Dieu et devant les hommes ».

La communauté juive d'Allemagne a pu être choquée de n'y trouver aucune référence à la mémoire des causes de l'effondrement du Reich dans ses crimes - non plus qu'on n'y relève d'allusion à la collaboration avec l'hydre stalino-totalitaire. C'est mettre le doigt sur la radicale **mystique du peuple** qui sert ici de base. Le peuple allemand est une notion transhistorique qui n'est pas entachée par les péripéties de son devenir, il jouit de l'innocence infinie des essences. Cette conception n'exclut pas l'éthique ni la réparation des fautes, mais ne l'inscrit qu'en second, dans le champ existentiel de l'acte politique. Et il est vrai que cette hiérarchie n'est pas de notre paroisse.

L'Allemagne inscrira donc désormais, non seulement sa puissance renouée mais ce message au cœur des nations de

l'Europe en renaissance. Peut-on redouter qu'elle y fasse école ? Sans doute pas. La constance dans l'appartenance aux différentes familles et typologies nationales - terres d'empire, royaumes-républiques, ou principautés - ne s'étant jusqu'ici jamais démentie quand les choix sont libres. Mais qu'elle y rayonne de tous ses moyens est une évidence.

Que confirme d'une façon flagrante, et bizarrement occultée jusqu'ici, un article du Traité d'Etat que *Libération* résume ainsi (3): « L'Allemagne unie s'engage à poursuivre les relations économiques nouées par la RDA avec les pays du COMECON, et même à les intensifier dans le respect des règles de l'économie de marché et des compétences de la Communauté européenne ».

Autant dire que seule des pays de la Communauté, l'Allemagne sera aussi adhérente à part entière au COMECON.

Comment les techniciens de Bruxelles vont-ils accommoder pour les onze autres cette coulouvre ? Déjà, le commerce *inter-allemand* introduisait dans le Marché commun un partenaire clandestin que la situation particulière forçait à tolérer, mais si cette double appartenance devient institutionnelle, n'est-ce pas à une refonte globale des rapports de la Communauté avec le COMECON qu'il faut parvenir, sauf à laisser le monopole des échanges à la seule Allemagne ?

Un empire est là, en germe, à l'égard duquel nos politiques auront à se réajuster sans panique, en reconnaissant les vertus générales et particulières de cette reconstitution de l'Allemagne. Mais en marquant avec lucidité les liens nécessaires qu'elle doit entretenir dans la solidarité croissante des partenaires de l'Europe occidentale.

La politique française, dans la Communauté comme à l'Est, n'a plus d'alternative que d'être forte et mobilisatrice de toutes nos ressources économiques et culturelles, sauf à commettre la faute d'inviter l'Allemagne à pêcher par excès de puissance et de solitude, ce qui lui fut, ainsi qu'à nous, trop de fois funeste.

Luc de GOUSTINE

(1) *Royaliste* N°522

(2) *Royaliste* N°541

(3) *Libération* des samedis 1er et dimanche 2 septembre 1990.

Ame

Villes

La plupart des Français n'habitent plus la campagne mais vivent-ils dans des villes - tant il y a de banlieues - et quelles villes leur fait-on habiter ? Questions cruciales qui sont d'ordre social, politique, esthétique, et qui mettent en jeu notre civilisation. Qui ne voit que l'habitat moderne, confortable et rationnel, défait la ville ou l'empêche d'exister, provoque malaise et révolte...

Penser la ville pour la faire naître ou renaître, pour qu'elle ne cesse d'être vivante et belle : tel est le souci et l'ambition de l'équipe de « Banlieues 89 » qu'anime l'architecte Roland Castro et qui s'exprime depuis peu dans la revue « Lumières de la Ville ».

Qu'on n'imagine pas une revue de théorie, réservée à une élite de techniciens de la chose urbaine : c'est un lieu de rencontre entre philosophes, architectes, écrivains, artistes, sociologues, maires, qui nouent un dialogue passionnant pour tous les citoyens. Réflexions sur la civilisation urbaine, études sur le logement social, voyages à Londres, Berlin et Moscou, analyse de l'espace totalitaire, entretiens avec des maires (André Diligent à Roubaix), questions (Que faire des grands ensembles ?) et débats (Le Pen, le peuple et le contrat social) constituent les thèmes majeurs des deux premiers numéros. La présence au comité éditorial de Jean-Paul Dollé, d'Hélène Bleskine et de Jean-Pierre Le Dantec - amis et compagnons de Maurice Clavel - témoigne de la qualité et de la rigueur du projet.

Y.L.

* *Lumières de la ville*, revue éditée par *Banlieues 89*, 10/12 rue du Capitaine Ménard, 75015 Paris.

Détail

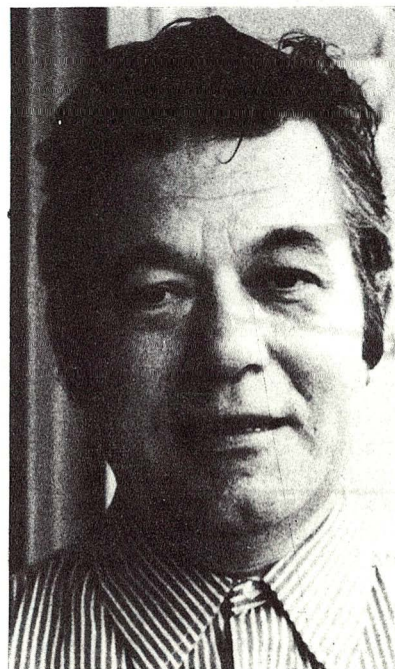
L'ombre de la forteresse

Au-delà de la fiction d'un admirable roman qui vient à son heure, le tableau hallucinant de ce que furent les réalités du nazisme dans ses pires perversions et celles du totalitarisme léniniste dans son implacable logique destructrice de l'âme humaine.

Lorsque la bêtise au front de taureau veut commenter l'histoire il lui arrive, à défaut de s'incliner devant l'horreur, de faire des manières avec le sens des mots. Le substantif non pour nier, comme on aura la délicatesse de ne pas aller jusque-là, mais pour arrondir les angles qui déchirent trop les mémoires. Anesthésions, anesthésions, dans dix ans on aura tout oublié. Et cela donne le sinistre « détail » joyeusement prononcé. Devant le tollé l'histrion s'étonne, prend des airs, en appelle à l'étymologie, aux dictionnaires, à l'Académie française pour faire reconnaître la qualité de son vocabulaire.

A ce « politique » (?) qui doit se justifier une grammaire française à la main, on opposera, parmi d'autres, le témoin que fut P. Daix qui donne avec *L'ombre de la forteresse* un nouveau et bouleversant témoignage de ce que fut l'horreur des camps nazis, mais aussi de ce que fut, et peut-être demeure, l'ignominie du goulag soviétique. Devant un « détail » de ce calibre une seule chose à faire : se taire ; et pour ceux qui ont des larmes pleurer.

Il y a déjà près de quinze ans, rendant compte dans sa page *Idées de J'ai cru au matin*, Gérard Leclerc écrivait : « Il y a témoin et témoin, P. Daix fait partie de ceux qui, avant d'écrire, ont très exactement répondu au critère pascalien de crédibilité ». Témoin crédible, il le reste à chaque page, car comment ne pas reconnaître P. Daix en cet André Mercoeur, résistant à 20 ans, khâgneux,



membre du P.C. déporté à Mathausen où il prend des responsabilités dans l'organisation clandestine du camp, dans lequel des centaines de milliers d'enfants, de femmes et d'hommes paient. Un prix que Dieu, même dans ses jours de pingreries, quand il est décrit par un prédécesseur calviniste, n'aurait jamais pu exiger. » Là, en ces lieux maudits, c'est la rencontre avec Youni, le compagnon d'infortune avant de devenir celui du bonheur, un Russe qui a compris trop tôt la réalité du marxisme. Ce qui l'a conduit, le temps d'un combat contre l'Allemand, du goulag stalinien à l'enfer concentrationnaire nazi. Dans les camps la souffrance est permanente, elle n'empêche pas la confiance, et Youni d'expliquer que les SS peuvent l'écraser comme une mouche. C'est la force

brutale - alors que les communistes veulent d'abord casser intellectuellement. Pire que la destruction des corps c'est avant tout celle de l'esprit. Premier choc pour l'incrédule Mercoeur, première étape inconsciente de la longue marche vers la liberté du corps mais surtout de la libération de l'être.

Ce roman est construit sans aucune suite chronologique cependant tout s'enchaîne admirablement. Les événements vont et viennent des années quarante à nos jours, du camp à Washington, de Saïgon à Paris pour finir à Moscou. Comme dans un puzzle, insensiblement l'histoire se dévoile, les personnages - il y a des figures admirables - prennent forme, les situations s'éclaircissent, les faits d'abord livrés bruts se comprennent sur fond toujours présent de souffrance et de mort. Certains survivront au cauchemar et ce sera le triomphe final de l'amour.

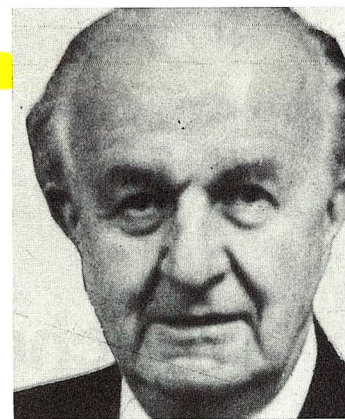
Admirablement et puissamment écrit on n'en regrette que davantage quelques passages dignes d'une littérature pour minettes, des mièvreries du genre : « Elle défaiilla pour de bon, il n'eut qu'à la recevoir et leurs bouches se joignirent » ou encore cette distraction sur le prix Nobel décerné par la Norvège. Tout cela pour dire que pas un mot ne m'a échappé de ce roman captivant. Une force d'évocation qui m'a conduit à plusieurs reprises à poser le livre quelques instants, tant l'émotion m'étreignait à la pensée de tous ceux qui sont morts dans les chambres à gaz ou sur les marches de la tristement célèbre carrière de Mathausen, pour que nous puissions vivre libres, y compris les insulteurs de la mémoire des victoires.

Michel FONTAURELLE

L'ombre de la forteresse - Ed. Robert Laffont - Prix franco : 137 F.

François Perroux

■ François Perroux.



L'avez-vous remarqué ? Alors que notre pays vit une période particulièrement passionnante de son histoire intellectuelle, les économistes manquent à l'appel : leurs recherches demeurent confidentielles et le débat public est inexistant. Marx a été délaissé, Keynes ne fait plus recette et, de gauche à droite, à quelques exceptions près, on s'est rallié avec enthousiasme ou résignation à l'idéologie néo-libérale - celle du marché et de l'argent-roi. Serait-ce là le fidèle reflet de la réalité économique, et la mode dominante exprimerait-elle la vérité du capitalisme triomphant ? Je vois plutôt dans ce consensus mou le double effet de la paresse intellectuelle des responsables politiques et de l'ignorance de ceux qui se disent compétents. Car le travail de recherche se poursuit, et des œuvres fondamentales existent, d'où devrait procéder une nouvelle pratique de l'économie et un projet autre que l'enrichissement des plus riches.

Mais quelles œuvres ? D'abord et essentiellement celle de François Perroux, sans doute l'économiste le plus important de notre pays en ce siècle, qu'un dossier (1) nous permet de retrouver - lui qui fut notre ami et notre maître - ou de découvrir. Cependant, définir François Perroux comme un économiste est par trop réducteur, si l'on entend par là un technicien de la gestion ou un commentateur d'une doctrine déjà constituée. Cet expert consulté par de très nombreux gouvernements fut plus qu'un technicien, et ce grand professeur fut plus qu'un doctrinaire : un savant assez humble et lucide pour dire que l'économie n'était que « d'intention scientifique », l'homme d'une pensée assez ample pour concevoir une « économie généralisée », inscrite dans l'œuvre propre de l'homme regardé comme créature divine - dont l'honneur et la charge est de continuer la création. Sans prétendre à l'exposé d'ensemble ni au résumé, tentons quelques relevés sur l'itinéraire de la pensée perrouxienne.

CRITIQUE

L'œuvre de François Perroux est fondamentale en ce qu'elle s'affirme comme une critique de l'économie politique et du scientisme qui l'inspire. L'économie ne peut en effet se concevoir comme une science, mais seulement comme un « savoir rigoureusement contrôlé », qui est sans cesse exposé à manquer la réalité par trop de cohérence ou à perdre sa cohérence au contact de la réalité. Méconnaître cette difficulté et oublier la prudence savante conduit à fabriquer une théorie qui méprise à la fois l'homme et la science. Comme l'écrit Jean Lacroix dans sa lumineuse introduction au dossier, « ce n'est pas en acceptant l'homme, mais en l'éliminant que l'économie manque à la science » car on perd dans le jeu des modèles le désir de l'homme et son pouvoir sur les choses. De plus, les modèles classiques contreviennent à la rigueur scientifique en mélangeant le concept et la norme. On crée le concept de marché, et on décide en même temps que ce marché permet de surmonter la contradiction entre l'avantage de l'individu et celui de la collectivité, on admet comme principe que les choix rationnels des individus déterminent la production maximale et le prix optimum. Or Perroux montre que le marché pur n'existe pas plus que les individus rationnels d'une théorie qui néglige à la fois les hommes de chair et de sang, l'existence d'une économie de don et l'ensemble des rapports de pouvoir.

Du constat de ces contradictions et de ces faiblesses, mais surtout de la tension propre à la réflexion économique, naît un

effort d'intelligibilité appuyé autant que possible sur les mathématiques et jamais séparé de l'observation. La création de l'Institut de Sciences Economiques Appliquées, devenu Institut de Sciences Mathématiques et Economiques Appliquées est la traduction significative et concrète de ce projet. Mais en quoi consiste-t-il ? Dans sa présentation dense et précise de l'œuvre perrouxienne, Gérard Destanne de Bernis montre qu'elle tend à une « économie généralisée », capable d'expliquer une réalité toujours mouvante et de rassembler l'ensemble des phénomènes et des relations sociales - tant il est vrai que l'économie est le social même. Car l'économie concerne non seulement la production et la consommation mais le travail et l'innovation, non seulement l'échange mais le don, et toutes les relations de pouvoir - économique, politique, national - qui s'expriment dans le conflit et le dialogue, la lutte et le concours. Des dizaines de livres jalonnent cette impressionnante synthèse tant sur la valeur, le profit, et le capitalisme, que sur l'indépendance de la nation, l'industrie et la création collective, le dialogue des monopoles et des nations.

LE PROJET DE L'HOMME

Comme toute grande œuvre, celle de François Perroux s'est accomplie dans le dialogue avec les grands économistes, qu'il s'agisse des classiques, de Marx (que Perroux retrouve sur certains points) de Schumpeter ou de Keynes. Mais le projet d'économie généralisée - qui ne néglige ni la question de l'équilibre, ni la réalité des classes, ni le problème de l'aliénation - vise à un dépassement de l'économie de marché et de la planification, et entend mettre les moyens économiques (au sens ordinaire du terme) au service de l'homme.

Il faut ici souligner l'inspiration chrétienne de François Perroux. Pour lui, « l'économie organisée en vue de la rentabilité, c'est à dire du profit, doit être radicalement convertie ». Il faut donc « déshonorer l'argent » - le mot d'ordre tarde à être repris ! - au lieu de passer les compromis qui ont signé l'échec de la civilisation qui se dit chrétienne. Point de conservatisme, ni d'esprit réactionnaire, mais un désir de justice et de libération nourrit des Béatitudes : « car si les Béatitudes sont incommensurables aux accomplissements humains, l'énonciation transcendante du salut des faibles et des pauvres retentit dans leur libération concrète et temporelle ». C'est dans cet esprit que François Perroux conçoit une « économie de l'homme et de tous les hommes » qui a pour but de les nourrir, de les soigner, et de libérer ceux qui sont esclaves. Contre la théorie libérale, dont la seule vérité est d'être conforme aux intérêts du groupe dominant, contre les « emprises de structure » qui empêchent le développement des pays pauvres, contre les détenteurs du capital et les bureaucraties qui entravent la création collective, il s'agit d'orienter la production industrielle en vue de l'épanouissement de l'homme, de mobiliser la « ressource humaine » - rien à voir avec l'exploitation et la manipulation cyniques qu'on pratique aujourd'hui sous ce paravent - pour permettre la « création continuée » d'un homme redevenu maître de son œuvre parce qu'il sera maître de soi. Espérance révolutionnaire au meilleur sens du terme, qui doit inspirer ceux qui ne se résignent pas à l'ordre injuste des choses.

B. LA RICHARDAIS

(1) François Perroux. Dossier H sous la direction de François Denoël. L'Age d'homme, 1990.

Turquie

Tranches
de vie

Kâmil est rude et volage. Meryem est courageuse et tenace. Tous deux, mari et femme, ont quitté leur village d'Anatolie pour rejoindre Ankara où l'un sera garçon de bureau et l'autre femme de ménage. Chacun nous conte successivement sa vie, sa propre vision des événements communs et nous fait découvrir la vie d'un couple turc, de la jeunesse à l'âge de la retraite. Par cette vision tour à tour masculine et féminine, Artun Unsal dresse le portrait d'une Turquie des gens « ordinaires », une Turquie certes ancrée dans ses traditions (la pesanteur paysanne et islamique), mais aussi en rapide évolution, puisant dans la modernité les espoirs d'une vie merveilleuse (Ataturk est passé par là). Tandis qu'une exposition parisienne consacrée à Soliman le Magnifique nous remémore un passé éblouissant, il n'est pas inutile de suivre cette *Chronique d'une famille anatolienne* pour mieux comprendre ce proche pays d'Orient qui frappe à la porte de l'Europe.

Christian MORY

Artun Unsal, *Chronique d'une famille anatolienne*, Lettres turques, L'Harmattan, 90 F franco.



■ Artun Unsal.

A propos de l'ouvrage de Monique Borie, Antonin Artaud, le théâtre et le retour aux sources (1), quelques réflexions qu'a provoquées sa lecture.

« **J**e n'instruit pas, j'éveille, et nul n'est invité que par lui-même » (Roger-Gilbert Lecomte, *Le Grand Jeu* N°3, octobre 1930). Cette phrase d'un de ses contemporains me semble être évocatrice de la démarche d'Artaud. Aborder celle-ci, et Monique Borie n'y manque pas, c'est aborder le territoire de l'ésotérisme.

Il me paraît indispensable pour éclairer l'expérience, sinon l'échec, d'Antonin Artaud - on pourrait simultanément évoquer celle et celui de Gérard de Nerval - de définir ce mot et se rappeler avec Raymond Abellio (2) ce qui distingue l'ésotérisme traditionnel de l'érudition d'une part et de l'occultisme de l'autre.

« Le mot ésotérisme vient d'un mot grec qui signifie : je fais entrer, c'est-à-dire j'ouvre une porte, je fais passer de l'extérieur à l'intérieur, je révèle les vérités cachées » (2).

« L'ésotérisme traditionnel est à la fois une doctrine et une praxis. Il implique pour l'ensemble de l'être, corps, âme et esprit tout ensemble, un mode fondamentalement « différent » d'existence et doit donc être soigneusement distingué d'une part de l'érudition, activité du seul intellect, d'autre part de l'occultisme, pratique dépourvue des parapets intellectuels et spirituels de la doctrine » (2).

Comme Artaud, Nerval me semble être une illustration de ce qui précède. N'ont-ils pas, tous deux, tenté une plongée dans le monde de l'occulte sans posséder la doctrine les préservant des risques inhérents à cette plongée ? Risques augmentés par le porte-à-faux, le décalage que, très vite, ils su-

birent avec leurs époques respectives et les sociétés représentatives de celles-ci. Nerval et Artaud ne purent que sombrer dans la « folie », refuge ultime devant l'incompréhension de leurs contemporains.

Artaud tente, et Monique Borie insiste justement sur cet aspect de sa quête, de retrouver les sources, l'unité originelle du monde. Cette démarche n'est-elle pas également une des causes de son échec ? Le temps n'était certainement pas encore venu, ou plutôt l'abolition du temps, pour qu'un retour aux sources fut autre chose qu'une démarche encore prisonnière de celui-ci. Si l'Occident a perdu la vérité unificatrice et fondatrice du monde ; si les mythes du progrès et de l'évolution l'ont entraîné à la perte de la notion d'interdépendance universelle (3), il ne peut revenir aux sources qu'en s'effaçant lui-même.

N'est-ce pas ce que lui demandait Artaud, demande accueillie par l'incompréhension de son temps ? Renoncer à son histoire, c'est-à-dire à sa fondation même, l'Occident ne pouvait encore effectuer cette ultime étape. Il faudrait, pour le

moins, afin d'évoquer plus fidèlement l'ouvrage de Monique Borie, parler de l'importance des symboles chez Artaud, et ce me semble être une de ses épreuves insurmontables : relier entre eux ces symboles, afin de dépasser l'opération d'isolement analytique à laquelle se livrait, plus qu'aucune autre, son époque. Ne pas omettre, bien entendu, le théâtre où là aussi, il ressentit cruellement le décalage qu'il y avait entre ses expériences et son époque. Celles, plus proches de nous, menées par Peter Brook et le *Living Theatre*, me semblent avoir avorté finalement pour la même raison.

Artaud le voyant nous semble faire partie de cette famille des « dérangeurs » de notre société, tels Nietzsche, Rimbaud, Daumal, Lecomte...

Ils ont payé cher, et Artaud plus que quiconque, le privilège de la clairvoyance.

Pierre LIMOUSI

(1) Gallimard - Bibliothèque des idées - 1989, prix franco : 172 F.

(2) *La fin de l'Esotérisme*, R. Abellio, Flammarion, 1973.

(3) Cette notion se retrouve dans toute l'œuvre de Raymond Abellio et éclaire le danger d'isoler les phénomènes entre eux alors que l'essentiel réside dans leurs rapports (de R. Abellio *La structure absolue*, Gallimard, 1965).

PROMOTION

“ Les couronnes de l'exil ” de Stéphane Bern

Nom/ Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

☐ désire recevoir le livre « Les couronnes de l'exil » de Stéphane Bern au prix promotionnel de 129 F franco de port.

Réglement à l'ordre de «Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - C.C.P. 18.104.06 N Paris



Albanie : ESPOIR AU
PAYS DES AIGLES ?



N° 41

Enquête

L'ALBANIE SERA-T-ELLE UN ROYAUME ?

Ouvrez!... Ouvrez!...
C'est le Roi!...



BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

Nom :
Prénom :
Adresse :

S'ABONNE AU «LYS ROUGE»

à partir du n° :
☐ normal un an (4 numéros) 60 F
☐ soutien un an (4 numéros) 90 F
☐ deux ans (8 numéros) 100 F
☐ Tarif étranger (4 numéros) 90 F
 (plus surtaxe aérienne: 22F)

Règlement à l'ordre de «Royaliste»,
17, rue des Petits-Champs, 75001
Paris C.C.P. 18.104.06 N Paris

Tous nos lecteurs sont conviés

le samedi 6 octobre :

POT DE RENTRÉE

organisé par la Fédération de l'Ile-de-France
de **LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE**

à partir de 18 heures jusqu'à 20 heures

17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris (4ème étage)

à 19 heures : allocution de Bertrand RENOUVIN

Participation aux frais (facultative) de 10 F

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

● **Mercredi 10 octobre** - Reprise des réunions hebdomadaires.

Dans son dernier livre «**Les couronnes de l'exil**», Stéphane BERN est parti à la recherche des «rois sans royaume», les a tous interrogés, a cherché à comprendre comment leur famille avait perdu leur trône et surtout pourquoi aujourd'hui ils représentent toujours un espoir pour leur peuple.

● **Mercredi 17 octobre** - Historien des idées, enseignant à Paris VIII, Daniel LINDENBERG examine dans son nouveau livre («**Les Années souterraines**») le cheminement des idées entre 1937 et 1947. De vieilles certitudes s'en trouvent bousculées, et nombre de réputations mises à l'épreuve : résultats surprenants d'une recherche rigoureuse qu'il veut bien nous présenter.

● **Mercredi 24 octobre** - Les bandes de jeunes fournissent aux médias leur ration de spectaculaire. Mais quelle est la réalité, et que dit-elle de notre société ?

Collaborateur de notre journal, et auteur apprécié d'un ouvrage sur les royalistes, Patrick LOUIS a mené l'enquête en compagnie de Laurent PRINAZ. Un livre «**Skinheads, taggers, zulus & Co**» résulte de ce travail de terrain, dont les méthodes et les conclusions nous seront exposées.

● **Mercredi 31 octobre** - Pas de réunion en raison des congés de la Toussaint.

● **Mercredi 7 novembre** - L'actualité nous montre une Afrique confrontée à la violence et à la misère et exposée à la déstabilisation politique. Quel est le bilan des trente dernières années, et faut-il désespérer d'un continent qu'on dit «mal parti»? Rédacteur en chef de la revue «**Marchés tropicaux**», François GAULME répondra à ces questions avec sa double compétence d'anthropologue et de journaliste.

Au nouveau lecteur

Afin de nous mieux connaître nous vous proposons de profiter d'une offre exceptionnelle, qui sans aucun engagement de votre part, vous permettra de vous informer plus complètement.

Nous vous offrons :

☞ un abonnement de trois mois à «**Royaliste**»,
 ☞ une brochure «**Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui ?**»,
 ☞ un livre de Bertrand Renouvin : «**La République au roi dormant**», synthèse sur l'histoire du royalisme, sa place dans la société d'aujourd'hui, ses perspectives d'avenir,
 ☞ une documentation complète sur la N.A.R., ses activités, ses publications.

Le tout, qui représente une valeur de 244 F, vous est proposé pour 100 F seulement. Le bulletin-réponse ci-dessous vous permettra de bénéficier de cette offre exceptionnelle. Sachez aussi qu'il est possible d'avoir des renseignements supplémentaires en nous écrivant, ou mieux encore, de nous interroger par minitel (36 15 code AGIR*NAR).

OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

Si ce journal vous a intéressé, vous pouvez bénéficier de notre offre exceptionnelle sans engagement de votre part. Pour 100 F seulement (au lieu de 244 F) vous pouvez recevoir: Un abonnement d'essai de trois mois, un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris, le dernier livre de Bertrand Renouvin, une brochure «Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui ?» et une documentation complète sur la NAR et ses publications.

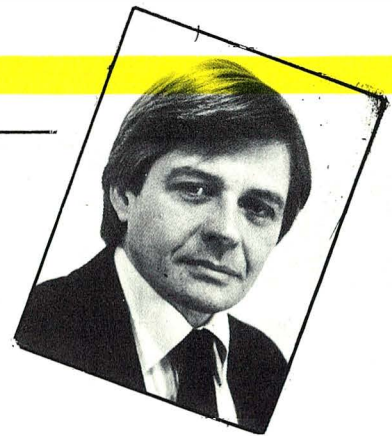
Nom :
Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire bénéficier sans engagement de ma part de l'offre exceptionnelle et verse pour cela 100 F. Bulletin à retourner accompagné du règlement à:

«**Royaliste**», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris



L'aggiornamento des socialistes

L'amour d'un pays et d'un peuple ne va pas sans intérêt pour l'ensemble de ses traditions spirituelles et politiques. Chacune exprime, à sa manière, un aspect de la diversité nécessaire, un élément du débat civique, une vision et une visée qui doivent être prises en compte.

Cet intérêt est encore plus vif lorsqu'il est exprimé par des royalistes. Au contraire de la royauté qu'ils espèrent, leur rôle est en effet limité dans le temps puisqu'ils sont voués à disparaître dès la réalisation de leur projet. La raison, toute simple, est qu'un parti et une majorité dynastiques ruinerait les principes d'unité et d'arbitrage que le monarque incarne par héritage historique, par indépendance de situation et par consentement populaire. Et s'il faut une « preuve » de cette vocation à disparaître, il suffit d'observer qu'il n'y a pas de parti royaliste dans les monarchies européennes.

La mission temporaire que s'assignent les royalistes les place dans une position singulière vis-à-vis des autres traditions politiques. Ils ne sauraient rivaliser avec elles, puisque la conquête ou le partage du pouvoir n'est pas leur affaire - mais essentiellement la question du politique en tant que tel. Ils ne peuvent pas non plus prétendre englober les diverses familles politiques, qui ont un avenir illimité devant elles alors que le temps des royalistes est compté. Autrement dit, il y aura dans la monarchie française, comme dans l'espagnole ou la britannique, des libéraux, des gaullistes et des socialistes, des communistes - s'ils parviennent à reformuler leur projet - et des traditionnalistes qui, comme le dit la Constitution, apporteront leur concours à l'expression du suffrage universel et prendront part à la représentation nationale.

NOUVEL HORIZON ?

Ainsi exprimé, le souci que nous avons des traditions politiques nationales permettra sans doute de mieux saisir la nature des critiques que nous leur adressons. Sans complaisance ni sollicitude hypocrite, nous voudrions que ces traditions appelées à survivre à la nôtre soient pleinement fidèles à elles-mêmes, capables de formuler de nouveaux projets et co-

hérentes par rapport à leurs intentions originelles. Après avoir analysé la crise du communisme, avant d'envisager la perspective gaulliste à l'occasion du centenaire de la naissance du général de Gaulle, l'actualité nous conduit à évoquer une nouvelle fois la situation du socialisme français.

Au fil des années, nous avons souligné l'épuisement de son projet, les concessions qui en ont résulté et une absence de réflexion à tous égards redoutable. Il semble qu'il faille désormais parler de ces sujets au passé, puisque Michel Charzat a récemment présenté un texte visant à « l'aggiornamento socialiste » et qui sera le point de départ d'un vaste débat sur la France, le Parti socialiste et la politique elle-même. Sans préjuger du résultat, il faut se féliciter de la méthode adoptée par la direction socialiste, d'ailleurs identique à celle que s'est fixée depuis sa fondation la Nouvelle Action royaliste : consultation d'un grand nombre de personnalités extérieures à la tradition et au parti socialistes, réflexion de l'ensemble des militants, définition d'un « nouvel horizon ». L'ouverture intellectuelle, la prudence idéologique, et la priorité de la discussion sur l'affirmation dogmatique s'inscrivent dans un effort de lucidité dont témoigne le document présenté par Michel Charzat. Evanescence de la théorie de la valeur-travail, légitimité nouvelle de l'entreprise, évolution des classifications sociales, nouvelle donne internationale, doutes quant à l'identité de la nation : autant de défis que les socialistes se disent prêts à relever, dans la fidélité à eux-mêmes et par le dialogue avec les citoyens. Après avoir été parmi les premiers à déplorer la suffisance dogmatique, la volonté hégémonique et les carences intellectuelles du socialisme, nous ne saurions nous plaindre de la transformation qui semble s'amorcer.

SEMINAIRE

Hélas, avant même qu'elle ait été officiellement ouverte, la nouvelle perspective a été quelque peu obscurcie par les déclarations faites par le Premier ministre aux responsables socialistes réunis en séminaire à Joué-lès-Tours. Rejetant la conception léniniste du parti d'avant-garde, célébrant « l'intelligence

confondante » du peuple français - est-ce là du « parler-vrai » ? - Michel Rocard a estimé qu'il fallait désormais gouverner avec l'appui de l'opinion, sans que le gouvernement et le parti dominant se substituent à un peuple qui sait ce qu'il veut : la réduction de l'imaginaire au profit du quotidien et le militantisme de proximité seraient inscrits dans l'évolution de la démocratie moderne.

L'analyse ne saurait surprendre de la part d'un homme qui souhaitait lors de son entrée en fonctions « le moins de symbolique possible » et qui pratique, depuis, l'humilité gestionnaire. Elle exalte démagogiquement l'image sympathique du peuple gouvernant pour mieux accabler les fausses vérités partisans - mais en oubliant la dictature des compétences et la réduction des choix par les experts. Elle s'appuie sur le prétendu réalisme du « quotidien », comme si ce quotidien pouvait être vécu sans espérance, sans imaginaire et sans rêve. Etrange modernité d'une attitude vieille de quinze ans : celle, de repli et de désespoir, qui succéda à l'illusion lyrique du gauchisme.

On hésite à aller plus loin dans l'examen d'une vision politique encore confuse et qui est mêlée de trop de considérations tactiques. L'objectif présidentiel de Michel Rocard serait en effet plus difficile à atteindre s'il devait se lier à un projet politique dont il ne serait pas l'auteur... Mais il est dommage de freiner une dynamique naissante et de jeter un doute sur la nécessité, pour les socialistes, de retrouver une identité clairement exprimée dans un projet. En outre, le Premier ministre ne résoudra pas la crise de la représentation politique en rabaissant les intermédiaires nécessaires que sont les partis. Il est vrai qu'ils ont tendance à faire prévaloir leur vérité, et à défendre leur propre intérêt. Mais un parti, c'est aussi une mémoire historique, une sensibilité, une tradition vivante qui ne peuvent s'abolir, sans dommage pour la collectivité, dans un rousseauisme modernisé par le recours aux sondages d'opinion. A Michel Rocard de démontrer que le reproche qui lui est fait n'est qu'un procès d'intention.

Bertrand RENOUVIN